

doctor ordinarie legens decretales, honorabilem virum N., cui non solum præmissa, sed alia quamplurima virtutum merita suffragari noscuntur, ad gradum baccalaurei in facultate juris canonici, in qua diu studendo, legendo, repetendo et alios actus scholasticos exercendo ferventissime laboravit, pro mercede laboris sui, numerosa multitudine nostrae (universitatis, fehlt) præsentis, præmissa recommendatione solempni ac aliis solempnibus adhibitis, honorifice ac laudabiliter sub anno domini x duxit promovendum, concedendo eidem N. hic et ubique, ubi viget studium generale, legendi decretales extraordinarie ac alia ad hunc gradum spectantia exercendi in domino plenam facultatem. In quorum omnium et singulorum evidens testimonium præsentis litteras, sigillo universitatis ac dicti domini D. (sic) doctoris munitas, duximus eidem N. concedendas. Datum etc.

II.

L'évolution de la dîme ecclésiastique en France aux XIV^e et XV^e siècles.

Par

Paul Viard

Professeur à Lille.

L'histoire de la dîme ecclésiastique en France aux XII^e et XIII^e siècles se résume dans la victoire continue des idées laïques sur le droit canonique. Les dîmes personnelles cessent d'être payées à titre d'impôt; la réglementation par la coutume de l'assiette et du taux des dîmes prédiales s'impose dans les faits à l'Eglise en dépit des textes de sa législation et de sa doctrine. Papes, conciles et docteurs sont contraints de tolérer l'appropriation de l'impôt ecclésiastique par les seigneurs. Avec le concours plus ou moins conscient des monastères, des chapitres et des clercs les décimateurs laïques transforment cette licentia en un véritable droit et l'intègrent dans le régime féodal: le jus spirituale

decimae devient un second champart. En 1313 la dîme est sécularisée dans son produit, pour une grande partie, et dans sa conception juridique, à peu près complètement.¹⁾

Pendant les XIV^e et XV^e siècles le recul des théories ecclésiastiques ne fait que s'accroître. La coutume détermine l'étendue des devoirs des décimables et la nature des droits des décimateurs; elle exerce en général son influence dans un sens opposé aux prescriptions canoniques. Cette hostilité se retrouve dans la laïcisation croissante de la compétence judiciaire en matière de dîmes et dans les résistances de plus en plus graves que suscite parmi les populations la perception de la dîme prédiale solite. Sur ce dernier point seulement l'Eglise lutte avec quelque vigueur. Aux autres attaques elle résiste faiblement; canonistes et théologiens se résignent à transformer une fois de plus le fait en droit. Ainsi se réalise cette constatation qui dès avant 1350 attristait l'un des canonistes français de cette époque, Henri Boich: *tam crudeles sunt laici quod Ecclesia non audet mutire.*²⁾

§ 1. Assiette et Perception.

La législation et la doctrine canoniques ne contestent plus que la désuétude puisse supprimer l'obligation de payer les dîmes personnelles. Les conciles des provinces d'Auch et de Narbonne prescrivent bien, en 1336 et en 1368, le paiement de la dîme de tous les biens licitement acquis; mais

¹⁾ Pour l'histoire de la dîme ecclésiastique en France avant le XIV^e siècle, on me permettra de renvoyer à mes deux précédents ouvrages (*Histoire de la dîme ecclésiastique principalement en France jusqu'au décret de Gratien*, Dijon, Impr. Jobard, 1909. *Histoire de la dîme ecclésiastique dans le royaume de France aux XII^e et XIII^e s.*, Paris, Picard, 1912) et à un article paru dans cette Revue (*La dîme ecclésiastique dans le royaume d'Arles et de Vienne aux XII^e et XIII^e s.*, *Kanonistische Abteilung* I, 1911). En 1914 paraîtra, je l'espère, une étude sur la Dîme ecclésiastique en France au XVI^e s. Sur l'histoire de cette institution aux siècles suivants on peut consulter P. Gagnol (*La dîme ecclés. en France*, Paris, de Gigord, 1911) et surtout H. Marion (*La dîme ecclés. en France au XVIII^e s. et sa suppression*, Bordeaux, Impr. de l'Université 1912). — ²⁾ *Henrici Boich . . . in quinque decretalium libros commentarii*. Venise 1576, fo. p. 496.

ils n'en règlent la perception que sur les céréales, le vin, le croît des animaux et les produits des vergers, des prés ou des autres cultures.¹⁾ A la fin du XIV^e siècle, un jurisculte laïque du Nord, Jean Boutillier, croit que les dîmes personnelles sont d'institution divine. Cependant il en laisse le paiement à la „juste conscience“ de chacun des redevables.²⁾ Les canonistes et les théologiens avouent plus franchement l'inefficacité des réclamations éventuelles du clergé.³⁾ Boich rappelle les controverses et les conclusions traditionnelles sur les dîmes dues par les héritiers ou par la meretrix. Il le fait sans conserver aucune illusion. Parfois il manifeste quelque humeur contre ces questions d'école et, découragé, constate que l'usage général est de ne pas acquitter ces dîmes. Il ne proteste pas contre cet usage; au contraire, on l'observera car la coutume est la seule origine juridique des dîmes personnelles. Ce sont les conclusions des théologiens qui pénètrent dans l'enseignement des canonistes. A cette dernière école, Boich emprunte également le motif de semblable concession de la doctrine aux faits: *alias quasi omnes animae damnarentur*.⁴⁾ Panormitanus, lui-aussi, répète les développements classiques et conclut: *hodie tamen decimae personales non sunt in consuetudine*.⁵⁾

¹⁾ Duffour, Le livre rouge du chapitre métropolitain de Sainte Marie d'Auch (Arch. hist. Gascogne, 2^e série, 11, 1907), p. 24. Baluze, *Concilia Galliae Narbonensis* (1668), p. 215, c. 69: *de omnibus bonis licite acquisitis . . . contraria consuetudine non obstante quam tollimus*.

— ²⁾ La Somme rural (éd. Charondas, 1621) pp. 1282, 1284: »par le commandement de Dieu, dès le commencement du monde, tant par le viel testament que par le nouvel, fut ordonné . . . estreitement que de toutes choses croissants . . . fut payée à Dieu la dixième partie . . . en grains labourés . . . en poules, oysons, en poissons, en garennes, en profit de moulins, soit en four, soit en minière de fer, d'or ou d'argent . . . soit en pierres, soit en gaaing artificiel, si comme en gaaing de mestier ou de marchandise ou de science, soit en gaaing de service«. — ³⁾ Sancti Antonini summa theologica (Venise 1582) II, f^o 181 v^o. — ⁴⁾ Boich p. 493: *littera hujus capituli* (Pastoralis X. III, 30, 28) et *tractatus personalium . . . decimarum magis consistit in difficultate et subtilitate quam in utilitate . . . ; saltem . . . quantum ad quantitatem consuetudo generalis contraria est, cui standum est*. Cf. p. 498. — ⁵⁾ Abbatis Panormitani commentaria in quinque decretalium libros (Venise 1588) VI f^o 224 v^o.

Le droit ecclésiastique opposa une plus longue et plus sérieuse résistance à la détermination par la coutume des produits naturels soumis à la dîme. Les conciles précités et Boutillier ne connaissent aucune atténuation à l'universalité des dîmes prédiales. Pour Boich au contraire, le Pape, sans avoir le droit d'abolir la dîme par une constitution générale, peut, en des cas particuliers et pour de pressants motifs, en accorder complète exonération. Car si l'abrogation absolue d'une loi de droit divin ne pourrait avoir lieu sans offenser le Seigneur, du moins les produits matériels de la dîme appartiennent au clergé et à Dieu; le vicaire suprême du Christ a, par suite, la faculté d'en disposer. S'il existe de graves motifs de le faire, il pourra accorder à un laïc de ne pas payer de dîmes.¹⁾ Ainsi se concilieront le droit et le fait. L'Eglise conservera en théorie son droit à la dîme universelle, dîme qu'une masse toujours grandissante de décimables se refuse à lui payer, surtout au taux légal et ancien du dixième. Au début du XV^e s. Petrus de Ancharranno le constate et conseille au clergé de se montrer dans son propre intérêt moins exigeant envers les redevables de l'impôt ecclésiastique: *moderno tempore profecto utilius esset ecclesiis partem eis concedere quam nihil percipere.*²⁾

Concessions inutiles! Le mauvais vouloir des décimables grandit avec l'indulgence des docteurs. S. Antonin, archevêque de Florence, se demande si la coutume locale de ne payer les dîmes que de certains produits déterminés est une excuse suffisante pour le pécheur. Il expose longuement les arguments pro et contra. Les dîmes prédiales sont de droit divin; la coutume contraire à la loi ne saurait être tenue pour raisonnable. Mais n'y aurait-il pas deux espèces de droit divin? La dîme ne rentrerait-elle point dans les institutions de droit divin positif, moins strictement obligatoires

¹⁾ Boich p. 497: *cum temporalitas spectat ad ecclesiam et ad Dominum cujus vicarius est, Papa potest in his statuere et de eis disponere; ... potest concedere laico, quod decimas ... non det, sed non debet facere nisi ex causa.* Par ex., le Pape pourrait dispenser un seigneur de payer la dîme sur les terres conquises par lui sur les infidèles ou sur les hérétiques. — ²⁾ Petri de Ancharranno super Clementinis lectura (1534) f^o 83 v^o.

que celles de droit divin naturel? La coutume qui persiste après la promulgation de la loi qui la condamne ne commence-t-elle pas une nouvelle prescription qui est parfaitement valable si le législateur ne proteste pas à nouveau? L'archevêque de Florence estime donc que le clergé ne doit pas demander le paiement de la dîme dans les localités où cette exigence serait une cause de scandale. Par son abstention l'Eglise fait remise du produit de la dette qui, elle, continue d'exister. L'obligation de payer la dîme en ces régions ne pourrait renaître que par un ordre exprès de la Papauté. Ni la réclamation émanant de l'évêque, ni un procès intenté par le curé ne suffiraient pour mettre en demeure les paroissiens d'acquitter les dîmes insolites.¹⁾ S. Antonin, à l'exemple de S. Thomas d'Aquin, du pseudo-Vincent de Beauvais²⁾ et de Boich est préoccupé, avant tout, du salut des innombrables décimables qui ne veulent point décimer toutes leurs récoltes.³⁾ C'est le même motif qui contraint Panormitanus à supprimer les réserves mises par Boich à l'exercice de la prérogative pontificale. L'exemption de dîme n'a plus besoin d'être individuelle, expresse et motivée; le silence du Pape suffit pour que dans toute une région la désuétude de telle dîme soit pour tous les redevables une excuse absolutoire: *Ubi de facto non solvuntur, numquid Papa possit dispensare? Certe potest dici quod sic, non tamen preceptum tollendo, sed ex hac causa non solventes tolerando.* Ce n'est ni sans regrets ni sans hésitations que le Panormitain transforme le fait laïque en principe canonique. Il discute longuement et essaie de trouver quelque appui dans la doctrine antérieure où jamais la capitulation de l'Eglise n'avait été aussi absolue ni aussi manifeste. L'Abbas Siculus finit par s'en rendre compte et par se déclarer le disciple de ces Theologi qu' il n'aime guère⁴⁾:

¹⁾ S. Antonin II f° 181 v° et 182: »non tamen videtur sufficiens requisitio curati; ... de Papa nulli dubium; ... utrum ad requisitionem diocesani teneantur, dubium et ideo ad Papam tunc ... consulendum.

— ²⁾ Cf. ma Dîme au XIII^e s. p. 18. — ³⁾ II f° 182 v°: alii ... dicunt quod cum ad solutionem decimae ex precepto quilibet sit obligatus semper peccat non solvens ... Haec opinio videtur secundum rigorem juris preferenda; prima tamen benignior et efficacior est et ideo ad vitandum animarum periculum expresse est amplectenda. — ⁴⁾ Panorm-

*Beatus Thomas fuit in opinione quod, ubi de consuetudine non solvuntur, non peccant non solventes, nisi propter obstinationem animi. Haec opinio multum mihi placet, ne tanta multitudo pereat.*¹⁾ Le dernier des grands Décretalistes fait siennes les conclusions de l'illustre Summiste. La lutte entre les deux écoles s'achève, après plus de deux siècles, par la défaite des défenseurs de la conception canonique de la dîme.

L'usage fixe l'assiette de la dîme. Il en détermine également le taux. Dès le XIII^e siècle, ce principe est admis par la doctrine, surtout par les théologiens.²⁾ Les conciles de notre époque n'acceptent pas cette règle. Ceux d'Auch en 1336 et de Vaour en 1368 exigent le dixième nonobstant toute coutume contraire; dans les travaux préparatoires du concile œcuménique de Constance il est affirmé que la decima pars est de droit divin.³⁾ Boich et Panormitanus professent une opinion analogue mais s'empressent de reconnaître en pratique la valeur de la coutume si elle est approuvée par le Pape. Boich, cependant, doute de la possibilité d'une approbation tacite. Le Panormitain, après une discussion approfondie, se décide à admettre cette solution qui lui paraît plus favorable au salut des âmes.⁴⁾ Ici encore les arguments et les conclusions des théologiens l'ont emporté sur la doctrine des canonistes.

Ceux-ci avaient eu à lutter contre les docteurs et les juges laïques autant que contre les décimables. Boutillier, si favorable cependant au principe de la dîme qu'il croit instituée de droit divin, ne doute pas de la prescriptibilité du taux de l'impôt ecclésiastique: »bien pourrait-on acquérir possession de ne payer que demi-dîme ou de XV ou de XVI«. Au XV^e siècle Gui Pape, organe de la jurisprudence dauphinoise, répète la même idée.⁵⁾

mitanus f° 232 r°: potestas condendi et interpretandi leges data est non sanctis, sed summis pontificibus; cf. 238 r°.

¹⁾ Panormitanus VI, f° 231 v° et 238° r° et v°. — ²⁾ Cf. Dîme au XIII^e s. p. 28. 29. — ³⁾ Sainte Marie d'Auch p. 24. Baluze p. 215. Mansi, Concilia XXVIII, col. 108. — ⁴⁾ Boich p. 497. Panormitanus VI, f° 238 r°: videtur benignior et aequior, saltem ut tot homines non damnentur. — ⁵⁾ Boutillier p. 1286. Gui Pape, Jurisprudence (éd. Chorier, Grenoble 1769) p. 33.

Quel est cet usage, souverain régulateur de l'impôt cultuel? La lecture des documents de la pratique permet de penser qu'il n'existe pas d'autres dîmes personnelles que celles dont les établissements ecclésiastiques bénéficient sur les revenus des seigneurs en vertu de concessions d'ordinaire assez anciennes.¹⁾ Beaucoup plus fréquentes sont les mentions de dîmes prédiales. Les céréales, comme le froment, le seigle, l'orge et l'avoine, les légumes tels que les pois, les fèves, les poireaux²⁾, les ails, les oignons, les raves sont soumis à la dîme.³⁾ Il en est de même des plantes servant aux tisserands ou aux teinturiers.⁴⁾ Le foin, cité par Boutilhier comme exemple de dîme insolite, est au contraire classé parmi les dîmes dues en Champagne en vertu de l'usage.⁵⁾ La dîme des produits des bois et des viviers semble, surtout dans le Nord, n'exister qu'à la suite d'une concession ex-

¹⁾ Cartulaire de l'abbaye de St. Michel du Tréport (éd. Lafleur de Kermaingant 1880), n° 248, 255, 256, 260; ans 1325, 1375, 1377, 1395. Lehugeur, Hist. de Philippe le Long (1897), p. 345: don de la dîme du produit des chasses du roi. Porée, Hist. de l'abbaye du Bec (1901), II, p. 243, 268; ans 1469, 1495. — ²⁾ Boich p. 498: *proponitur questio de ipsa substantia porrorum, quam sumimus in fructum ad olus, quod est optimum in Augusto cum carnibus porcinis vel ... crudum comedendum quod multis placet*. Ces alléchantes recettes de cuisine ne se retrouvent pas chez les autres commentateurs du chap. Cum non sit in homine (X. III, 30, 33). — ³⁾ Cartulaire des sires de Rays (éd. Blanchard, Arch. hist. Poitou XXVIII, XXX) XXX n° 292, 1405. de Ségur-Lamoignon et Depoin, Hist. seigneuriale, civile et paroissiale de Méry-sur-Oise (1892) I, p. 59, 1417. Cartulaire de la collégiale Saint Pierre de Lille (éd. Hautcœur 1894) n° 1302, 1415. A. Thomas, Le comté de la Marche et le Parlement de Poitiers (1910; Bibl. de l'Ecole des Hautes Etudes, sciences hist. et philol. 174), Documents n° 8, 1419. Cartulaire de l'abbaye de Saint Bertin (éd. Haigneré 1886) III, n° 2429, 1413. Delisle, Etudes sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au moyen âge (2^e éd. 1903) p. 394, 1346. Inventaire ... des chartes de la maison de Baux (éd. Barthélemy 1882) n° 1028, 1320. Cartulaire du prieuré Saint Etienne de Vignory (éd. d'Arbaumont 1882) p. 90, 1346. Titres de la maison ducale de Bourbon (éd. Huillard-Bréholles 1867 ss.) n° 3481, 1381. — ⁴⁾ Cart. Rays n° 292, 1405. Comté de la Marche, Documents p. 339, 1436 (lin, chanvre). Delisle, Normandie p. 394, 1346 (guède et garance). — ⁵⁾ Somme rural p. 1290. Vignory p. 90, 1346.

presse.¹⁾ Dans les régions de l'Ouest on paie la dîme du sel.²⁾ Suivant les contrées, les décimables acquittent la dîme du vin, du cidre ou du houblon.³⁾ Les animaux sont frappés à la fois de la dîme du croît et de leurs autres produits, cire, œufs, fromage et, dans de très nombreux textes, la laine.⁴⁾

La quotité de la dîme diminue en même temps que se restreint son assiette. Sans doute, on trouve trace de dîmes payées au dixième soit à des églises, soit à des laïcs.⁵⁾ Plus fréquemment, peut-être, on rencontre un taux inférieur. A la suite de querelles ou de procès les décimateurs se résignent à demander moins que par le passé. Dans l'Yonne, la dîme ne se lève parfois qu'au 20^e, ou au 26^e, ou à Vézelay au 36^e. En Provence, on consent à ne recevoir que le 16^e des blés et le 20^e des raisins et des agneaux. En Champagne la dîme est abaissée au 13^e par la « costume », c'est-à-dire par le mauvais vouloir tenace des décimables. Un prieur méridional ne réclame que le 13^e pourceau et le 13^e poulet. Des collégiales ou des monastères, dans le Nord, se contentent du 11^e ou du 12^e.⁶⁾ Ces réductions ne satisfaisaient point tous les décimables. D'aucuns auraient voulu supprimer toute quotité obligatoire et n'acquitter l'impôt ecclésiastique que dans la mesure où ils le jugeraient convenable. Ces prétentions furent repoussées par le Parlement de Paris.⁷⁾ Elles repaîtraient au XVI^e siècle.

¹⁾ Somme rural, *suprà*. Cart. Saint-Bertin III n° 2429, 1413 (dîme des pommes, poires et noix). — ²⁾ Cart. Rays XXX n° 334, 1411. Cartulaire de l'abbaye de la Trinité de Vendôme pour la Saintonge (éd. Métais, Arch. hist. Aunis XX, 1893) n° 183, 1345. — ³⁾ Bourbon n° 3053, 1368; n° 3481, 1381. E. Petit, de Vausse, Hist. des ducs de Bourgogne de la race capétienne (1887 ss.) VIII n° 8535, 1349. Sauvage, L'abbaye de Saint Martin de Troarn des origines au XVI^e s. (1911) p. 277, XV^e s. Saint Pierre de Lille n° 1302, 1415. Saint-Bertin III n° 2724, 1429. — ⁴⁾ Baux n° 1028, 1320. Vignory p. 90, 1346. Rays n° 322, 1410. Abbaye du Bec II p. 241 n. 4, XIV^e s. — ⁵⁾ Comté de la Marche, Documents p. 339, 1436. Rays XXX n° 322, 1410. — ⁶⁾ Baux n° 1028, 1320. Vignory p. 90, 1346. Gagnol, op. laud. p. 213, 1469; 349, 350, 351, ans 1385, 1457, 1477. Cartulaire de l'abbaye de Sainte Aldegonde (éd. de Pas 1905), appendice J. 1376. St. Bertin III n° 2724, 1429. — ⁷⁾ Pseudo-décisions de Jean des Mares (éd. Brodeau dans La coutume de la prévôté de Paris,

L'influence de la coutume sur l'assiette de la dîme n'est pas exclusivement destructrice. L'usage limite l'étendue et le montant de la dette mais il tend à augmenter le nombre des personnes et des terres astreintes à la dîme. La doctrine ecclésiastique et la jurisprudence laïque sont en ce sens. Panormitanus, qui absout le refus de dîme insolite, formule le principe dans toute sa rigueur traditionnelle. L'exemption ne peut émaner que du chef de l'Eglise, administrateur suprême des biens ecclésiastiques.¹⁾ Elle n'a été concédée expressément qu'aux moines et aux lèpreux. Cette dispense, objet de tant de controverses aux siècles précédents, n'est plus contestée dans son principe. Mais depuis longtemps elle n'était pas absolue en fait. L'exempt devait payer la dîme à un taux réduit ou sur certaines catégories de ses biens. Cette pratique persiste à notre époque.²⁾ Les clercs et l'évêque doivent les dîmes prédiales sur leurs biens propres et sur les terres de leurs bénéfices; seule, la *dos ecclesiae* est exempte de l'impôt ecclésiastique.³⁾ Ici encore, la doctrine des XIV^e et XV^e siècles se borne à formuler les résultats de la pratique antérieure.⁴⁾

Les laïcs ne peuvent espérer semblable privilège que pour des motifs graves et en vertu d'une décision pontificale.

1668, II) p. 10 n° 75: »possession n'est pas recevable que un chacun püst payer sa disme en sa conscience; est enim peccati mortalis inductiva. Ita fuit dictum per arrestum«.

¹⁾ Panormitanus VI f° 231 v°.: *quilibet tenetur solvere decimam, nisi specialiter sit exemptus . . . , quia Deus neminem exceptit a solutione decimarum.* Boich p. 495. Somme rural p. 1289. Zarabelle Card. commentarii in Clementinis (1534 f°.) f° 122 r°. — ²⁾ Ste. Aldegonde, appendice J., 1376 (au 13^e). Vendôme-Saintonge p. 183, 1345 (abonnement). Cartulaire de l'abbaye de Flines (éd. Hautcœur 1873) n° 794, 1417 (redevance modérée et croissante). de Loisne, Cartulaire de la Maladrerie de Montreuil (1903) p. 32, 1366. Heldenfinger, La léproserie de Reims du XII^e au XVII^e s. (1904) p. 97, XIV—XV^e s. — ³⁾ Somme rural p. 1288: »du douement sur quoi une église est douée et fondée de ce ne doivent estre payées aucunes dismes«. Vignory p. 89, 1336. de Souancé, Hist. et cart. de l'abbaye Royale de Notre-Dame de Clairets (1894) n° 101, 1405: »les terres . . . de la cure . . . demeureront franchises aud. curé«. Boich p. 491. S. Antonin II f° 181 r°: *clerici tenentur ad decimas . . .* — ⁴⁾ Cf. Dîme au XIII^e s. p. 40, 41, 46, 47, 53, 54.

En fait, nous le savons, la désuétude suffit à exempter de la dîme certains produits. Au contraire, les décimables ne sauraient utilement invoquer la prescription ou la qualité de leur terre. Le Parlement de Paris décida qu' on ne peut prescrire la dîme » par quelque longueur de temps que on la délaisse de payer«. Celui de Grenoble débouta un seigneur qui se prétendait exempt de dîmes parce qu'il tenait ses terres du dauphin. Boutillier affirme que la dîme doit se lever » soit sur terre, cens ou fief, soit sur alleux«. ¹⁾ Bien rares sont les textes qui mentionnent une exemption de l'impôt ecclésiastique, même s'il a été sécularisé. Parfois le taux est abaissé en faveur des nobles; en 1460, l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux autorise un seigneur à ne payer que le 25^e de ses récoltes tandis que les paysans acquittent le 15^e. Dans de nombreux documents, par contre, la dîme est avec le cens, la seule charge du tenancier. ²⁾

L'usage détermine encore les modalités de la perception de la dîme. En principe elle doit être perçue en nature. La pratique du tarif ou de l'abonnement tend, cependant, à se développer; elle évite les discussions et permet de respecter les intérêts des deux parties lorsque le nombre des gerbes restantes ou le croît des animaux est inférieur à dix ou au chiffre fixé par la coutume, en présence de » rompus«, dirait-on au XVIII^e s. Une ordonnance de 1402, en réglementant l'administration des forêts royales, prescrit le paiement en argent à l'exclusion de tout autre mode. ³⁾ En

¹⁾ Pseudo-décisions de Jean des Mares p. 16 n° 115. Gui Pape, questio 266. Somme rural p. 1284. — ²⁾ Gagnol p. 255. Arch. hist. Poitou XXIX p. 315 n. 1: » terres franches de dîme et autres devoirs«. St. Bertin III n° 2636, 1424. Chartes de l'abbaye Saint Etienne de Dijon de 1321 à 1332 (éd. Fricaudet 1907) n° 25, 1324: » frainchement per paiaint tant seulement cense et disme«. Les jardins et enclos des laïcs commencent à être en certains cas exempts de dîme; à notre époque cette exemption réelle semble exceptionnelle et souvent ne s'acquière qu'à titre onéreux ou se restreint aux seuls produits consommés par le propriétaire (Bourbon n° 2416, 1345; n° 2479, 1347. St. Bertin III n° 2429, 1413). — ³⁾ Vignory p. 90, 1346: » quant à mond. seigneur son prey ... est quicte dou deisme parmi une charté de foin ... tant comme huit bons buefs porront traire«. Ducs de Bourgogne VIII n° 8535, 1349. Rays n° 322, 1410: 1 maille par

général, la dîme porte sur le blé et sur le vin plutôt que sur le pain et sur les raisins; elle comprend la paille et les estrains. Ce sont là modalités susceptibles de varier au gré des intéressés; en 1416, l'abbaye de Sainte-Croix à Bordeaux obtient de ses décimables que désormais ils acquitteront leur dette en raisins parce que le mélange de liquides de provenances diverses nuisait à la qualité du vin décimal.¹⁾ Les docteurs, clercs ou laïques, sont d'accord avec les conciles pour exiger le paiement de la dîme sur le produit absolument brut, sans aucune déduction pour les frais de culture ou les charges du fonds. Cette règle n'était pas mieux respectée que celle du transport aux frais du décimable.²⁾

L'un des résultats de cette réglementation coutumière de l'impôt ecclésiastique fut la diminution considérable de son produit. P. de Ancharanno et Panormitanus le constatent. Le premier n'a aucun espoir dans une attitude plus rigoureuse du clergé; le second se borne à dire: »hodie sacerdotes non petunt integram decimam nec etiam de omnibus fructibus«. ³⁾ L'état si troublé de la France aux XIV^e et XV^e s., les ruines accumulées par les combats, les incendies et les épidémies de la guerre de Cent ans ont facilité les résistances des décimables et contribué puissamment à l'affaiblissement du produit de la dîme.⁴⁾

agneau ou génisse, 1 d. par veau. Baux, n° 1028, 1320: 2 d. par agneau, 1 d. par veau. Isambert, Anciennes lois françaises VII p. 31.

¹⁾ Ste. Marie d'Auch XI p. 24, 1336. Vendôme-Saintonge, p. 259, 1326. Baux n° 1028, 1320. Vignory p. 8, 1380. Ste. Pierre de Lille n° 1258, 1399. Chauliac, Hist. de l'abbaye Ste. Croix de Bordeaux (Arch. de la Fr. monastique IX 1910) p. 256, 1416. — ²⁾ Panormitanus VI f° 224 r°: nisi consuetudo habeat oppositum, ut communiter se habet hodiernis temporibus. Cartulaire de l'abbaye de Notre-Dame des Vaux de Cernay (éd. Merlet et Moutier 1857); II n° 1053, 1333. Gagnol p. 255, 1460. — ³⁾ P. de Ancharanno f° 83 v°. Panormitanus VI f° 230 r°. — ⁴⁾ Recueil des chartes de l'abbaye royale de Montmartre (éd. A. de Barthélemy 1883) p. 203, 1384. Denifle, La désolation des églises, monastères et hopitaux en France pendant la guerre de Cent ans (1899), I n° 53, 472, 560, 993; ans 1423, 1437, 1424, 1420, II 2 p. 695, n. 6, 1369. Arch. dép. Côte d'Or, H. Cart. de l'abbaye cartusienne de Lugny n° 404, 1448: decimae predictae... per totum tempus, pro quo dicti actores... predicta arreragia... prosequuntur, nullius valoris aut utilitatis per factum... guerrarum in

§ 2. Propriété et Caractère juridique.

Les règles canoniques sur l'attribution des dîmes ne changent pas durant les XIV^e et XV^e siècles. Mais la doctrine et la jurisprudence s'efforcent de concilier de plus en plus le droit et le fait; elles accroissent et les causes licites d'appropriation de l'impôt ecclésiastique et l'étendue des droits de ces décimateurs; jusque dans les écrits des défenseurs ordinaires de la tradition la dîme perd complètement son caractère antique de jus spirituale. La coutume, ici encore, dirige et conditionne la théorie.

Le curé a, de droit commun, vocation aux dîmes levées sur les terres de sa paroisse et sur les animaux qui y paraissent. Entre églises l'usage contribue à déterminer le propriétaire de la dîme par la prescription et par le reportagium, qui continuent à fonctionner comme causes normales d'acquisition. Le patron a, comme auparavant, droit à la dîme.¹⁾ Le curé n'a de droit exclusif que sur les novales qui, portant sur des terres récemment cultivées, n'ont pu être perçues durant un délai suffisant par aucun décimateur.²⁾ Le fait le plus intéressant à notre époque est la lutte très vive qu'entreprennent les vicaires pour obtenir la perception des dîmes de leur église au détriment du patron. Celui-ci est astreint par la législation canonique à payer au desservant une portio congrua. Il s'acquitte d'ordinaire fort mal de cette obligation.³⁾ De là naissent fréquemment de longs procès qui se terminent en général par l'attribution au vicaire d'une partie des dîmes et des autres revenus de la paroisse

regno ... vigentium fuerant. St. Pierre de Lille n° 1001, 1341: bail de dîmes résiliable en cas de »damage pour cause de wières«.

¹⁾ Boich p. 492, 498. Panormitanus f° 229 v°, 230 r° et 239 r° Boutillier, Somme rural p. 1284, 1285. Vignory p. 122, 1375. Patron: St. Pierre de Lille n° 1385, 1433. Abbaye du Bec II p. 240, 1451. Preuves de la maison de Polignac (éd. Jacotin 1909) IV n° 729, 1487. Hist. de l'abbaye de Senones (Documents rares ... sur l'hist. des Vosges V) p. 179, 1342. Maladrerie de Montreuil p. 32, 1366. Panormitanus f° 237 r°. — ²⁾ Lecacheux, Cart. et hist. de l'Hôtel-Dieu de Coutances II n° 146, 1328. S. Antonin f° 181 r°. — ³⁾ Cf. Imbart de la Tour, Les origines de la Réforme II, 1909, p. 257, XV^e s.

ou par l'abandon à lui consenti de la dîme entière moyennant une redevance ou une rente.¹⁾ Souvent le clerc est moins patient; il se saisit des denrées remises au patron ou s'empare du droit de lever la dîme. Il se livre à des violences sur la personne de son ennemi, s'attaque aux agents de celui-ci; en d'autres circonstances c'est le vicaire qui est la victime de sévices analogues.²⁾ Dans cette lutte le vicaire a l'appui de l'évêque, hostile aux moines exempts, ou des habitants; ceux-ci parfois ne consentent à s'acquitter de la dîme que si son produit est consacré, en grande partie tout au moins, aux besoins de leur église et de son clergé.³⁾ Cette tendance à réserver aux dépenses locales l'impôt paroissial explique encore que les fabriques commencent à posséder directement des dîmes.⁴⁾ Ce mouvement paraît avoir échappé aux commentateurs du *Corpus juris canonici*. Il est connu de la jurisprudence qui accueille la demande du vicaire désireux de lever lui-même la dîme lorsque le patron ne lui a pas assigné de traitement.⁵⁾

Les laïcs peuvent-ils être licitement décimateurs? Conciles, canonistes et théologiens continuent à répondre négativement. Mais la résistance de docteurs est moins énergique que celle des évêques. En 1336, le concile d'Auch refuse aux détenteurs *decimarum* la sépulture ecclésiastique parce qu'il les considère comme morts en état de péché mortel; leurs descendants jusqu'à la 4^e génération ne pourront être ni

¹⁾ Cart. de l'église de Théroutte (éd. Duchet et Giry, 1881) p. 360, 1320: le curé-vicaire a la moitié des menues dîmes, oblations et legs et le tiers des grosses dîmes. Cartulaires du diocèse de Troyes (éd. Lalore) III, Commanderie de Beauvoir n° 174, 1453; amodiation au nouveau curé *tam diu erit curatus*; Cart. de l'église Saint-Georges de Haguenau (éd. Hanauer 1898) n° 647, 1442. — ²⁾ St. Pierre de Lille n° 1304, 1416. Documents historiques sur le département de Tarn-et-Garonne (éd. Moulénq 1879) III n° 248, 249; 1493—1497. Imbart de la Tour II p. 258. — ³⁾ Tarn-et-Garonne III n° 223, 1329. J. Peter, L'abbaye de Liessies en Hainaut 764—1566 (1912), p. 259, 1454. Hôtel-Dieu de Coutances II n° 146, 1328. — ⁴⁾ Arch. Nat., J. 1034 n° 64 = Boutaric, Actes du Parlement de Paris 2547 Q.: ... *utrum decima vinearum ... de qua est litigium ... fuerit recepta a 20 annis citra nomine monialium aut nomine matriculariorum predictorum*. — ⁵⁾ Decisiones capellae tholosanae (éd. Aufrère 1512, n° 120) f° 34 v°.

admis à la tonsure, ni pourvus de bénéfices. L'assemblée œcuménique de Constance reprocha amèrement à Jean XXIII d'avoir aliéné à perpétuité en faveur d'un laïc une dîme appartenant à la mense épiscopale de Bénévent. A grand renfort de textes empruntés aux Décrétales ou cités par leurs commentateurs, le célèbre concile du début du XV^e s. proclame le caractère spirituel de la dîme et le droit exclusif des clercs à la posséder: *decima pars cedat ad sortem domini et pertineat ad jus sacerdotum . . . eo quod Dominus . . . est hereditas eorum . . . ; clare patet quod decimae sunt divini juris . . . a manu et potestate laicali separatae.*¹⁾

La doctrine et la jurisprudence, ecclésiastique ou laïque, atténuent la rigueur de ces principes. A nouveau le caractère souverain de la puissance pontificale permet de concilier le fait et la théorie. Boich et Panormitanus ne doutent point que le Pape, suprême administrateur des biens ecclésiastiques et dispensateur des bénéfices, ne puisse concéder à perpétuité une dîme à un laïc. Le premier de ces docteurs exige que l'acte pontifical soit motivé par quelque circonstance particulièrement favorable. Cent ans après, cette restriction a disparu dans Panormitanus.²⁾ Seul, cependant, le Pape a la faculté d'accorder une concession perpétuelle de l'impôt ecclésiastique; l'évêque ne peut octroyer au laïc qu'une jouissance viagère de la dîme; les autres décimateurs ou pouvoirs ecclésiastiques ne sont autorisés à conclure semblables conventions que pour un temps limité et court. Oeuvre d'une puissance laïque, la concession de dîme est radicalement nulle.³⁾

Le décimateur laïque a-t-il la possibilité de justifier de ses droits autrement que par un abandon exprès consenti par le décimateur ecclésiastique? Boich semble bien exiger une concession même pour les *decimae ab antiquo in feudum concessae*. Panormitanus ne paraît pas avoir étendu à la prescription acquisitive de dîme sa théorie de la transfor-

¹⁾ Ste. Marie d'Auch XI p. 24. Mansi XXVII col. 669; XXVIII col. 108, 109. — ²⁾ Boich p. 416, 496, 497: *Papa . . . potest concedere laico, quod decimas . . . percipiat . . . , sed non debet hoc facere nisi ex causa*. Panormitanus f^o 227 v^o. — ³⁾ Boich p. 496. Panormitanus f^o 227 v^o et 237 r^o.

mation en droit du fait contre lequel le Pape ne proteste pas. Gerson et S. Antonin se bornent à dire que la détention du produit de la dîme par des laïcs s'explique par les services qu'ils ont rendus à l'Eglise.¹⁾ La jurisprudence vint au secours des décimateurs laïques. Les *Decisiones Capellae Tholosanae* admettent que le titre d'inféodation peut être suppléé par la possession immémoriale et la simple croyance à une inféodation antérieure au concile de Latran de 1179. Cette décision est contraire à la doctrine plus rigoureuse de Boich. Ce jurisconsulte autorise sans restrictions les seigneurs à conserver les dîmes dont la sécularisation a certainement précédé la promulgation du chap. *Prohibemus*; si la date n'est pas connue avec certitude, le souci du salut des âmes exige que la dîme litigieuse soit restituée à l'Eglise.²⁾ L'assimilation acceptée d'ordinaire au moyen âge entre la possession immémoriale et le titre formel l'emporta devant les tribunaux laïques; Gui Pape interprète le silence prolongé du décimateur canonique comme une renonciation à son droit.³⁾ Cette consécration du fait accompli était inévitable et logique; ainsi que le remarque l'annotateur des *Decisiones Capellae Tholosanae* elle évite le scandale que provoqueraient les réclamations du clergé et favorise le salut éternel d'innombrables détenteurs de dîmes. Ce sont là les motifs qui avaient déterminé le vote du chap. *Prohibemus* et la féconde distinction imaginée par les docteurs entre le jus *percipiendi decimam* et les *fructus decimae*.⁴⁾

La concession et la prescription permettent au laïc d'acquérir directement le droit de lever l'impôt ecclésiastique. Un procédé indirect d'atteindre le même résultat est de devenir patron d'une église. Panormitanus classe le patronage parmi les cas licites de perception laïque de la dîme.⁵⁾

¹⁾ Boich et Pan. *suprà*; S. Antonin f° 182 r°.: *propter quaedam servicia facta ab eis ecclesiae*. Gersonii Opera (éd. Ellies Dupin 1706) II col. 438: *hoc fuit per modum vadimonii, ut ... tutarentur ecclesiam*. — ²⁾ *Decisiones* f° 164 v°. A l'exemple de certains de ses prédécesseurs Boich p. 416, hésite sur la date précise de la promulgation de l'interdiction de concéder des dîmes à des laïques; il songe au concile tenu par Urbain II en 1096 (cf. *Dîme au XIII^e s.* p. 147). —

³⁾ Gui Pape, *questio* 284. — ⁴⁾ *Decisiones* f° 164 v°. — ⁵⁾ Panormi-

Cette nouvelle concession a pratiquement une grande importance, en particulier sur l'accroissement du nombre de dîmes régulièrement perçues par le roi.

En s'emparant de l'impôt ecclésiastique, en s'opiniâtrant dans leur détention malgré les menaces et les attaques de l'Eglise, les laïques avaient contraint celle-ci à leur abandonner le produit de la dîme ainsi acquise. Le droit canonique avait reconnu dès le XII^e s. la légitimité des *decimae ab antiquo in feudum concessae*. En pratique, à notre époque, le clergé ne peut contester la validité de plus récentes sécularisations. Découragés par l'inutilité de leurs efforts, les canonistes s'inclinent également devant la croyance des laïcs en l'étendue de leurs droits sur la dîme. La *licentia* des Décrétales devient un *privilegium*; ce ne sont plus seulement les fruits de la dîme que le décimateur laïque obtient, c'est le *jus percipiendi decimam* lui-même.

Boich ne semble pas établir de différence de nature entre la concession de dîme faite par le Pape à un seigneur et celle accordée par lui à un monastère. Il tient cependant la première pour moins étendue que la seconde. Elle ne comprend pas le droit de percevoir les novales ni la faculté pour le laïc de céder sa dîme entre-vifs ou à cause de mort. La dîme passera aux descendants du possesseur mais non pas aux collatéraux ou aux ascendants; en cas de mort du concessionnaire sans enfants, elle fera retour à l'Eglise. Panormitanus enseigne les mêmes doctrines.¹⁾ La pratique et l'enseignement des juristes laïques ne tiennent aucun compte de ces restrictions. Les seigneurs vendent, échangent, donnent, concèdent, sous-inféodent leurs dîmes comme leurs autres biens. Joh. Faber pense que le fief de dîme doit être régi par les règles ordinaires des fiefs; conformément à la coutume de France, il pourra être aliéné ou engagé sans le consentement du suzerain.²⁾

On comprend d'autant moins les résistances de la doctrine

tanus f^o 237 r^o: in casu licito ... puta si rex habuisset ... jus patronatus in illis ecclesiis ...

¹⁾ Boich p. 498. Panormitanus f^o 229 v^o. — ²⁾ Joh. Faber *super Institutionibus* ... (1531) f^o 284 v^o sur de actionibus, § item Serviana n^o 30.

canonique en cette matière que les canonistes renoncent à distinguer comme l'avaient fait avec tant de soin leurs prédécesseurs entre la dîme et ses produits. Boich autorise les décimateurs dont le titre est antérieure à 1179 à conserver le »*jus percipiendi decimas . . . quod est mere spirituale*«. Panormitanus déclare: *Nullus citra Papam potest jus decimandi vel etiam fructus decimarum ad magnum tempus laico concedere . . . quia nullus citra Papam potest laicum capacem reddere juris spiritualis*. Bien que d'autres textes de l'Abbas Siculus affirment sans réserves l'incapacité radicale des laïcs à posséder le droit spirituel de dîme, le principe traditionnel est abandonné. S. Antonin est moins hardi que Boich et Panormitanus; il précise que les laïcs n'ont point le *jus exigendi decimas* parce que, droit spirituel, il ne peut appartenir à d'autres qu'à des clercs. L'archevêque de Florence ne songe pas ici, semble-t-il, aux décimateurs titulaires d'une concession pontificale mais à ceux dont l'unique titre à la dîme est la croyance bénévole du clergé en les services que ces seigneurs ont rendus aux églises.¹⁾ Gerson ne s'explique pas sur cette question.

Elle préoccupe peu les laïques. Joh. Faber accepte la distinction posée au XIII^e siècle. Boutillier s'exprime comme s'il ignorait la possibilité canonique de l'inféodation de dîme; il déclare absolument nulles les aliénations de dîmes consenties à des laïques.²⁾ En pratique d'ailleurs le laïc est considéré comme pleinement substitué aux droits du décimateur ecclésiastique et l'intégration de l'impôt cultuel dans le système féodal se consolide et s'achève.³⁾

¹⁾ Boich p.496. Panormitanus f^o 227 v^o. S. Antonin f^o 182 r^o Gerson II col. 438. — ²⁾ Joh. Faber *suprà*: *decima . . . cum sit res spiritualis, nec possit alienari nec possideri per laicum, sed fructus sic*. Boutillier p. 1285: »dîme est de telle nature qu'elle ne peut ne doit estre vendue ne engagée comment que ce soit à personne laye ne hors de l'Eglise; et si fait stoit aucunement si ne seroit-il à tenir car de l'Eglise ne la peut-on esloigner«. L'auteur de la Somme rural se borne à une simple et incomplète traduction des enseignements des canonistes. Telle est d'ailleurs son habitude lorsqu'il traite de questions intéressant le droit canonique. Cf. un autre exemple *infra* § 3. — ³⁾ Le nombre des dîmes laïques ne semble pas s'accroître dans une sensible mesure. Le double mouvement des restitutions et d'usur-

Seigneurs et établissements ecclésiastiques possèdent leurs dîmes à des titres divers sans que la qualité du décimateur influe sur cette variété. Aux dîmes attachées aux bénéfices correspondent les dîmes allodiales.¹⁾ Suzerains et vassaux sont indifféremment des nobles, des évêques, des chapitres, des monastères; il en est de même des bailleurs ou preneurs à cens ou à rente.²⁾ Les dîmes concédées en fief ou en censive sont frappées des charges féodales ou contractuelles ordinaires. L'évêque de Paris, Pierre d'Orge-mont, tient de la reine de France un fief »dont le domaine est assis en la 18^e partie de la dime d'Ennery et vault v s. de relief et v s. de service«. Un valet du dauphin reçoit une dime à condition de garder un château de son seigneur pendant 40 jours par an et de payer 5 s. à chaque »muance« de l'un des contractants.³⁾ Un seigneur poitevin avoue posséder des dîmes »à foy et hommaige et à rachat«. Elles sont comprises dans le douaire coutumier.⁴⁾ Il arrive assez fréquemment qu'à la suite de querelles ou de procès

pations, d'acquisitions et de cessions continue. Arch. hist. Poitou XIII p. 154—156, 1339; XXVI n° 964, 1414. Ste. Aldegonde n° 438, 1432. Coutances II n° 223, 1415. Monget, La Chartreuse de Dijon (1898) I p. 95, 1386. Pilot de Thorey, Catalogue des actes de ... Louis XI relatifs à l'administration du Dauphiné (1899) II n° 1663, 1476. Dom Morice, Hist. de Bretagne Preuves III col. 161, 1467. Cartulaire de l'abbaye de Cormery (éd. Bourassé, 1860) n° 142, 1487. St. Pierre de Lille n° 1300, 1414. Ducs de Bourgogne VIII n° 7681, 1336. A. Joubert, Hist. de Saint-Denis d'Anjou p. 22, 23; 1383, 1409. Cartulaire de l'abbaye Notre-Dame de Bourbourg (éd. I. de Coussemaker, 1882—1891) I n° 272, 1396. Gallia christiana XIII col. 209, 1337. Regestes des évêques de Thérouanne (éd. Bled 1904) I n° 2268, 1366.

¹⁾ St. Pierre de Lille n° 1153, 1377. St. Etienne de Dijon n° 29, 1325: *tanquam de proprio allodio ... quitta ab omni onere.* —

²⁾ St. Bertin III n° 2740, 1432. Chartes de St. Etienne de Dijon de 1309 à 1320 (éd. Parisot 1906) n° 67, 1316. Bonnefoy, Documents sur le prieuré de Chamonix (1888) II n° 188 ss., 1484. Cartulaire de Saint Sauveur en Rue (éd. de Charpin-Fougerolles et Guigue 1881) n° 33, 1320. Lalore, Chartes de Beauvoir n° 174, 1453. Cf. les notes suivantes. — ³⁾ Mirot, Le procès du boiteux d'Orgemont (Moyen Age 1911) p. 48, 1390. St. Pierre de Lille n° 1464, 1457. Arch. hist. Poitou XXIV p. 172 n. 7, 1418; XXX n° 292, 1405. —

⁴⁾ Arch. hist. Poitou, Rays XXVIII n° 99, 1329.

ou en vertu de la coutume, la dîme soit grevée d'un »devoir« ou d'un »fraige« au profit d'un seigneur qui se fait ainsi payer la liberté par lui promise aux moines ou aux chanoines d'exercer leurs droits; sous menace d'une amende de 3 l. 5 s., les chanoines réguliers de Saint-Etienne de Dijon doivent, par exemple, ne pas percevoir une dîme »sans payer à lad. dame un setier de vin et un quartier de chatron.«¹⁾ Plus importantes et plus fréquentes sont les rentes assignées sur leurs dîmes par des clercs ou par des laïcs dans l'intention de réaliser une fondation pieuse, de payer une acquisition foncière, de faciliter une transaction sur la propriété ou sur la jouissance de ces mêmes dîmes.²⁾ D'autres dîmes sont affectées à des services religieux qui perpétuent la mémoire du fondateur ou alimentent la lampe qui éclaire le sanctuaire.³⁾ Certaines font partie au douaire conventionnel de la femme du décimateur. Dans un texte isolé la dîme est comprise dans la dotation d'un maître d'école.⁴⁾

Le caractère féodal des concessions ou des acquisitions de dîmes se manifeste également lors de leur aliénation. Le suzerain doit intervenir pour rendre valables les transferts entre-vifs de l'impôt ecclésiastique; le nouveau bénéficiaire doit prêter foi et hommage et fréquemment cette attestation de vassalité a pour objet, outre les dîmes, les autres »droits héritaux« tenus du même suzerain.⁵⁾ Ce dernier, loin de

¹⁾ St. Bertin II n° 1765, 1368. Anciens évêchés de Bretagne (éd. A. de Barthélemy et Geslin de Bourgogne) III, Ste. Marie de Boquen n° 216, 1414. Cartulaire de l'abbaye cardinale de la Trinité de Vendôme (éd. Métais 1881) III n° 776, 1356. Arch. dép. Côte d'Or, E. 305, 1410. — ²⁾ Flines II n° 709, 1391. Bourbon II n° 2416, 1345. Ducs de Bourgogne VIII n° 8535, 1349. Vendôme III n° 793, 1388. Senones V p. 183, 1349. Arch. hist. Poitou XXIV n° 65, 1324; XXVI p. 371 n., 1421. Rappoltsteinisches Urkundenbuch (éd. Albrecht 1891—92) II n° 203, 1381; 568, 1396. Messes: Cartulaire de Noyers (éd. Chevallier 1872) n° 561, 1435. — ³⁾ Actes de Louis XI, II n° 1663, 1476. St. Pierre de Lille n° 1529, 1486. Senones V p. 175, 1329. Cartulaire de Notre-Dame de Paris (éd. Guérard, Documents inédits 1850) IV, Obituaire p. 193, vers 1332. — ⁴⁾ Ecole: Lecoy de la Marche, Le roi René, 1875, I p. 552, vers 1455. Douaire: Le Roi René I p. 434, 1467. Rappoltstein II n° 16, 1364; 104, 1372. — ⁵⁾ Rays XXX n° 289, 1405; n° 290, 1408; n° 292, 1408. Trésor des chartes du comté de Rethel (éd. Saige et Lacaille

renoncer à ses droits, s'efforce de soumettre les dîmes possédées ou acquises par des personnes ecclésiastiques à l'application stricte des principes féodaux. Au XIII^e s. le seigneur accordait souvent l'amortissement sans exiger aucune taxe ni se réserver aucun droit. Pendant les XIV^e et XV^e siècles, pareilles générosités sont rares; d'ordinaire l'amortissement gratuit est incomplet; l'acquéreur ecclésiastique devra fournir un »homme vivant et mourant« et payer le droit de relief. Cette obligation est sanctionnée par la saisie dont le seigneur n'hésite pas à user; il est vrai que levée en est facilement accordée »pour justes et raisonnables causes«. ¹⁾ L'ordonnance de mars 1269/70 n'est plus respectée par les successeurs de S. Louis. Philippe de Valois donne à un prieuré une dîme »sans que led. prieur ni ses successeurs soient contraints à en paier finance ou à la vendre ou à la mettre hors de leur main en aucun temps«. Il arrive que le vendeur qui a promis de faire amortir la dîme doive en payer le tiers de la valeur au roi. La Chambre des Comptes tient avec sévérité à ce que l'obligation de l'amortissement ne soit pas éludée. ²⁾ Certains grands vassaux ne veulent pas que les établissements ecclésiastiques possèdent des dîmes non soumises au régime féodal. Le comte de Flandre en amortissant des dîmes achetées par le chapitre St. Pierre de Lille reconnaît qu'elles »sont franc-alleu et ne doivent fief, relief ne charge aucune« et déclare, cependant, que cette acquisition »ne . . . loist à faire sans notre consentement et ottroy«. Le duc de Bretagne interdit à ses vassaux de renoncer en faveur d'une église à leur »droit et devoir de fief, seigneurie et juridiction«; cette règle s'applique aux donations de dîmes faites par la duchesse à un monastère qu'elle fonde et dote en 1467. ³⁾

1902) II n° 658, 1378. *Rappoltstein* II n° 654, 1400. *Ducs de Bourgogne* VIII n° 8003, 1341. *Coutances* II n° 208, 1408.

¹⁾ *Arch. hist. Poitou* XVIII p. 127, 1335. *St. Pierre de Lille* n° 1194, 1386; n° 1472, 1452. *Ste. Aldegonde* n° 50, 1318. —

²⁾ J. Viard, *Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois* (*Société hist. Paris* 1899—1900) I n° 160, 1336. *Arch. hist. Poitou* XXVI n° 964, 1414. *Pithou, Libertez de l'Eglise gallicane* (éd. Durand de Maillane 1774) II p. 695, actes de 1412 et 1413. — ³⁾ *Lille* n° 1153, 1377. *Dom Morice, Hist. de Bretagne Preuves* III col. 161, 1467.

Soumise plus strictement que par le passé aux règles féodales et coutumières la dîme est un élément du patrimoine du décimateur. On l'engage en garantie du paiement d'un cens ou du remboursement d'une dette, on assigne sur son produit la somme due à l'acquéreur dont le contrat a été résilié ou la valeur des fruits annuels d'une autre dîme vendue ou enfin l'acquittement de la dette contractée par un prieur envers un curé pour la construction d'un chemin.¹⁾ La destination cultuelle et charitable de l'impôt ecclésiastique ne se retrouve plus que dans quelques rapides allusions des canonistes. Les décimateurs ecclésiastiques éludent fréquemment le paiement de la portio congrua ou les autres charges que leur impose le droit canonique; ils ne se résignent guère à les acquitter qu'à la suite d'un arbitrage, d'un jugement ou d'une transaction et encore essaient-ils de se soustraire plus tard à ces obligations.²⁾ On ne distingue point la dîme des autres droits utiles du décimateur; très souvent elle est perçue avec le champart ou le cens et confondus avec eux dans les comptes comme dans l'emploi.³⁾ Elle est cédée ou contestée en même temps que les terrages, gelines ou »costumes« quelconques.⁴⁾ Les dîmes sont comprises dans les confiscations ou commises; dans ce cas le suzerain peut en disposer à nouveau. Le fait s'est présenté à plusieurs reprises durant la guerre de Cent ans et Duguesclin fut en diverses occasions gratifié de dîmes ainsi enlevées à des criminels de lèse-majesté. A la mort de Louis XI, le Parlement de Grenoble déclara réunies au domaine royal des dîmes données par le feu roi à une église; celle-ci dut

¹⁾ St. Etienne de Dijon (éd. Parisot) n° 88, 1317—18. Rappolstein II n° 203 et 568, 1381 et 1396. Rays XXVIII, n° 99, 1329. Cartulaire de l'abbaye de Cysoing (éd. de Coossemaker 1883) n° 248, 1417. Chamonix II n° 164, 1458. — ²⁾ Boich p. 495. Panormitanus f° 223 r°.: decimae non solum solvuntur in subsidium presbyterorum sed etiam in elemosynam pauperum. Bourbourg I n° 272, 1396. St. Bertin II n° 1655, 1353. Senones V p. 177, 1333; 205, 1456. Cf. les nombreux faits rassemblés par M. Imbart de la Tour (Réforme II p. 257) pour le XV^e s. — ³⁾ Documents hist. Vosges II p. 182, 1334. Chamonix I p. 355, XVI^e s. St. Bertin II n° 1514, 1326. — ⁴⁾ St. Etienne de Dijon (éd. Fricaudet) n° 54, 1329. Coutances II n° 223, 1415.

obtenir de Charles VIII une nouvelle donation.¹⁾ La saisie du temporel d'un évêque ou d'un abbé entraîne dépossession des dîmes ecclésiastiques; aux Etats-Généraux de Tours le clergé, appuyé par les autres ordres, s'en plaint vivement au roi.²⁾

C'est que la dîme est de moins en moins un impôt ecclésiastique et de plus en plus une simple redevance foncière. On la stipule dans les ventes de terre au profit de l'acquéreur; par serment et obligation de biens on s'engage à l'acquitter. Des chapitres et des monastères accordent affranchissement de la mainmorte et d'autres droits seigneuriaux moyennant l'élévation du taux de la dîme; à Vézelay la cote passe ainsi du 36^e au 18^e. On mentionne la dîme comme étant avec le cens l'unique charge du tenancier.³⁾ De charge de la terre, la dîme devient bien vite le prix de la concession de la terre; elle est un second champart. Cette transformation se rencontre déjà dans quelques textes des XII^e et XIII^e siècles.⁴⁾ A l'époque que nous étudions les documents deviennent plus nombreux et les formules demeurent aussi précises. Dans l'Yonne, un seigneur lève la tierce sur les terres et la dîme sur les vignes. En Poitou, en 1410, le sire de Rays déclare: »les hoirs T. Durant et les autres teneurs . . . tiennent de moy . . . à desme et à terrage . . .«. Des paysans reconnaissent tenir du même seigneur »herbergement et appartenance . . . à cause duquel . . . ils confessent devoir desme de laine et d'aigheaux«. Un autre manant possède »roturièrement« une autre terre et des salines pour lesquelles il doit »à cause de cens ung sac de sel . . . et la dixième partie des fruiz croissants esd. aires pour le desme«. En Bretagne des terres incultes sont concédées en 1444 moyennant »la 6^e et la 7^e gerbe pour desme«⁵⁾. Un monastère bourguignon réclame à des

¹⁾ Méry-sur-Oise p. 59, 1417. Arch. hist. Poitou XIX p. 134—139, 187—192, ans 1372—1373. Bourbon I n° 2208, 1339. Actes de Louis XI, II n° 1663 n. — ²⁾ Isambert, Anciennes lois françaises XI p. 37. — ³⁾ St. Etienne de Dijon (éd. Parisot) n° 78, 1317; (éd. Fricaudet) n° 48, 1328. Gagnol p. 349, 351, ans 1449, 1416, 1477, 1479. — ⁴⁾ Cf. Dîme au XIII^e s. p. 7, 16, 17, 74, 75. — ⁵⁾ Rays XXX n° 309, 322, 334. H. Sée, Les classes rurales en Bretagne du XVI^e s. à la Révolution (1906) p. 16 n. 4. Gagnol p. 351, 1476.

paysans le paiement d'une redevance »lequel droit appelé communément tierce se prend . . . assavoir de 14 et 15 gerbes deux gerbes . . . dont l'une est pour la disme . . . et l'autre pour led. droit de tierce«. D'autres tenanciers possèdent des biens »franche et libere solvendo tantummodo censum et decimam«. Un seigneur possède des terres »franches de dîme et autres devoirs«.¹⁾ Le lien entre le droit de lever la dîme et la seigneurie temporelle est fortement accusé dans le Songe du Verger. Le clerc dit du Pape: »jaçoit qu' il soit seigneur universel en la temporalité, por ce n'est-il pas que les dismes ne doivent estre payées aux singulières églises; . . . lui doit souffire de la recognoissance qu'ils (les rois) font quand ils paient la disme lesquelles Dieu a réservé en signe de seigneurie universale et de souveraineté«.²⁾

Les pouvoirs laïques acceptent cette assimilation de l'impôt ecclésiastique et du terrage. Les rois ne les distinguent pas dans les lettres de sauvegarde qu'ils accordent à des abbayes ou à des églises. En 1453, le bailli de Sens commande à un sergent de protéger les Chartreux de Lugny: »les faictes bien payer . . . de toutes leurs debtes, cens, rentes, dismes, champars, tailles . . . et autres dettes réelles«. La sécularisation de la dîme est tellement accentuée qu'on emploie ce mot pour désigner des redevances d'origine et de nature purement temporelles. Ainsi, en 1415 la jurade de Bordeaux décide: »si autres que no son borgues o habitant portan . . . lodeit vin, lo Rey . . . aura . . . otra la deyma . . . de cascun tonet, 30 s.«³⁾

§ 3. Compétence judiciaire.

Entre la transformation de l'impôt ecclésiastique en redevance foncière qui s'accroît et la compétence des tribunaux séculiers dans les procès de dîmes qui progresse,

¹⁾ Arch. dép. Côte d'Or, G. 1447. St. Etienne *suprà*, 1328. Arch. hist. Poitou XXIX p. 315 n. 1, 1434. — ²⁾ Dans Libertez de l'Eglise Gallicane II, l. II p. 10 et 28 § 29, 30, 76. — ³⁾ Arch. dép. Côte d'Or, Cartul. Lugny n° 418, 1453. Ordonnances (éd. de Laurière) IV p. 455, 1364. Archives municipales de Bordeaux IV (1883) p. 110; cf. p. 44, 319, 331.

il existe un lien réciproque de cause et d'effet. Les juges laïques statuent d'après les idées laïques et en imposent aux clercs le respect. Cependant l'évolution judiciaire de la dime fut plus lente et plus timide que l'évolution juridique.

Au commencement du XIV^e s. les tribunaux séculiers connaissent, même au pétitoire, de tous les litiges où il est question soit de dîmes intéressant le trésor ou les droits du roi, soit de dîmes inféodées. L'exercice de la sauvegarde royale, la prohibition des dîmes insolites, la pratique de l'*impedimentum administratif* leur permettent d'étendre aux dîmes la théorie des actions possessoires. Sur ce dernier point, toutefois, on ne peut constater encore que des essais un peu hésitants et parfois sans conséquences durables.¹⁾ Le principal objectif de la justice séculière sera de mettre hors de conteste son aptitude à juger du possessoire de la dime.

La lutte fut vive.²⁾ Le Parlement de Paris n'osa pas de suite affirmer sa compétence. En 1322, il annule un jugement du prévôt de Paris qui avait accordé à un curé la saisine d'une dime qu'un chevalier réclamait comme lui ayant été inféodée. Il limite les effets de la première sentence à une simple recréance conformément aux conclusions primitives des parties. Cet arrêt s'explique aisément puisqu'il s'agit d'un procès dans lequel les juges laïques peuvent statuer sur la question de propriété. Lorsqu'aucun principe féodal n'est en jeu, le Parlement hésite. En 1355, l'évêque de Beauvais exige de ses diocésains des dîmes que ceux-ci tiennent pour insolites; il entame un procès devant la cour de chrétienté et le poursuit bien que les décimables aient sollicité l'intervention du tribunal du roi. Le Parlement se borne à amener les deux parties à s'en remettre à l'arbitrage de deux conseillers clercs nommés par la cour.³⁾ C'est un

¹⁾ Cf. Dîme au XIII^e siècle p. 178—184. — ²⁾ L'arbitrage continue à être pratiqué, principalement pour solutionner des litiges compliqués ou trop coûteux (Vignory p. 123, 1375. Bourbourg I n° 272, 1396). — ³⁾ Ol. Martin, L'assemblée de Vincennes de 1329 et ses conséquences (Bibl. de la fondation Thiers XVI, 1909) p. 322 n. 4. Arch. Nat. X^{1a} 5 f° 205 r°., v°., 206 r°.; 1322. Cf. Boutaric, Actes du Parlement de Paris n° 6679.

moyen terme qui témoigne plutôt d'un recul de la compétence laïque si l'on rapproche cet arrêt de la décision si nette et si énergique prise par Philippe-le-Bel en 1313.¹⁾ Quelques années après, une sentence d'espèce implique encore beaucoup de scrupules de la part du Parlement à accueillir en matière de dîmes les plaintes en nouvelleté. Le chapitre de Théroutanne avait demandé à des moines d'acquitter la dîme sur le croît et sur la laine des animaux nourris dans leurs enclos. Le monastère se prétendit exempt et déclina la compétence d'un juge ecclésiastique devant lequel le chapitre l'avait fait citer. Les moines entendaient n'être jugés que par un prévôt royal parce que le litige intéressait le temporel de leur maison. Ils obtiennent gain de cause devant le prévôt et, sur appel des chanoines, devant le Parlement de Paris. Le chapitre ne s'incline point devant cette décision; il affirme qu'il n'y a pas lieu à nouvelleté parce que les dîmes étant des choses spirituelles le juge séculier ne saurait être compétent en cette matière. Déboutés par le prévôt et par le bailli d'Amiens, les chanoines portent la cause au Parlement qui leur donne raison. Mais les termes de l'arrêt et les explications fournies au cours des débats démontrent que la cour a statué en fait et n'a pas posé un principe de droit. Le bailli avait adjugé aux moines leurs conclusions mais il avait déclaré: *super querimonia . . . non cadebat novitas, considerato quod dicti decanus et capitulum aliquid facti non fecerant.*²⁾

Dans la suite l'intervention des juridictions séculières devient plus fréquente et plus hardie. En 1380, l'évêque d'Arras reconnaît que »la cour de céans cognoist des dismes, qui sont de droit divin«. Il est vrai, ces graves paroles ne sont qu'un argument employé par l'évêque au cours d'un procès qu'il a intenté à l'archevêque de Reims sur une matière toute autre que celle des dîmes. Mais au témoignage du compilateur des Pseudo-décisions de Jean des

¹⁾ Cf. Dîme au XIII^e s., p. 21 à 23. — ²⁾ Chap. de Théroutanne, n° 261, 1360—61: *per idem iudicium dicta curia nostra declaravit quod in casu predicto inter partes contentioso non cadit novitas in curia nostra tractanda prosequanturque dicti decanus et capitulum jus suum ut . . . poterunt, in foro, ubi et quando eis videbitur expedire.*

Mares, le Parlement statue sur les prétentions des décimables à payer la dîme au taux qui leur plaira et à invoquer la prescription comme cause d'exemption. Il se produit, cependant encore quelques hésitations. En 1380, le Parlement reçoit un appel des clercs du diocèse du Mans contre une ordonnance du duc de Berry qui avait interdit de leur payer la dîme tant que les réclamations des habitants »pour occasion des dîmes abournées et du droit de funérailles« n'auraient pas reçu satisfaction. Un accord amiable annule la décision ducale. La cour ne se saisit pas du litige au fond; elle provoque une transaction sous le contrôle de certains de ses conseillers et du duc.¹⁾ Enfin, en 1395, le Parlement de Paris affirme, à l'encontre de l'évêque d'Autun, son droit de juger les plaintes en nouvelleté intentées par les décimables contre les clercs décimateurs. Dès lors sa compétence sur le possessoire des dîmes n'est plus pratiquement contestée.²⁾ En Dauphiné, la question ne fut tranchée en ce sens qu'en 1444; auparavant le conseil Delphinal n'acceptait pas de plainte en nouvelleté en matière bénéficiale et décimale.³⁾

Au cours du XV^e siècle elle s'étend et s'affermir. Les tribunaux laïques connaissent des plaintes des décimateurs qui accusent les décimables de ne pas observer les règles qui régissent les modalités de la perception, d'enlever leurs récoltes sans prévenir les agents du bénéficiaire de la dîme, de refuser d'acquitter l'impôt ecclésiastique.⁴⁾ Ils jugent les réclamations des décimables qui se plaignent des exigences du curé ou estiment que par l'effet de la prescription la

¹⁾ Libertez de l'Eglise gallicane II p. 696. Pseudo-Décisions n° 75 et 115. de Broussillon, Cartulaire de l'évêché du Mans (Arch. hist. Maine I, 1900) n° 839 et 842, 1380 et 1382. — ²⁾ Ol. Martin, op. laud., p. 322 n. 4. Probablement, les juges inférieurs avaient continué d'être plus hardis que le Parlement; en 1385 le bailli de Sens statue sur le taux d'une dîme réclamée aux habitants d'Auxerre (Gagnol p. 350). — ³⁾ Arch. dép. Isère, B. 3230 f° 78 vers 1412: casus vero novitatis non sicut in Francia servatur, sed jure comuni utimur. Gui Pape qu. 288, 552. (Communication de M. Chabrand). — ⁴⁾ St. Pierre de Lille n° 1440 an 1446. Decisiones Capellae Tholosanae, annotations f° 34 v°. Gui Pape qu. 284. Peter, op. laud. p. 260, 1420, 1424. Pseudo-Décisions de Jean des Mares, n° 75 et 115.

taux de la dîme peut être réduit.¹⁾ Ils départagent les clercs ou les laïcs qui prétendent posséder la dîme litigieuse, ils interviennent entre les patrons et les vicaires.²⁾ Ils statuent sur les charges qui grèvent le produit des dîmes soit en vertu du droit canonique³⁾, soit par l'effet des conventions.⁴⁾ Le progrès est ici très marqué dans la seconde moitié du XV^e s.⁵⁾

Toutefois, tribunaux inférieurs et Parlement ne croient pas devoir décider du pétitoire. En 1433, le gouverneur de Lille adjuge à la collégiale de St. Pierre la saisine d'une dîme »sauf . . . réservé . . . action et poursuite pour la propriété . . . où . . . bon lui semblera«. Le lieutenant du bailli du Cotentin, après avoir statué »sauf la question du pétitoire« décide que »veue sera termée . . . afin de terminer le cas pétitoire et savoir souverainement et de plain . . .«. C'est que le roi est intéressé à la solution du procès et que son procureur est intervenu dans l'instance. La cause touchant le roi ne peut plus être jugée que par un tribunal royal.⁶⁾

Le pétitoire des dîmes appartient donc aux cours de chrétienté à moins, bien entendu, que la dîme ne soit inféodée. Officiaux, conservateurs de privilèges apostoliques, commissaires pontificaux et juges séculiers exercent effectivement leur juridiction, chacun en ce qui le concerne.⁷⁾ En outre, les matières sur lesquelles la justice séculière s'est progressivement reconnue compétente ne lui sont pas exclusivement réservées.⁸⁾ L'official de l'abbaye normande de

¹⁾ St. Bertin III n° 2429, 1413. Gui Pape p. 33. — ²⁾ Preuves . . . Polignac IV n° 729, 1487. Arch. hist. Poitou XXVI p. 41 n. 1, 1417. Coutances II n° 292, 1451. St. Pierre de Lille n° 1342, 1423. — ³⁾ Réparations et congrue, cf. Imbart de la Tour, op. laud. II p. 256, 258 ans 1471 à 1476. — ⁴⁾ Partage entre abbé commendataire et moines, Vendôme III n° 808, 1473. Rentes, Gui Pape qu. 552 an 1444. Vendôme III n° 793, 1388. Cart. Lugny (Arch. dép. Côte d'Or) n° 404, 1448. — ⁵⁾ Cf. en particulier Imbart de la Tour op. et loc. laud. — ⁶⁾ St. Pierre de Lille n° 1385 an 1433. Coutances II n° 292, 1451. — ⁷⁾ Flines II n° 958, 1469. Théroutanne p. 344, 1423. Bled, op. laud. n° 2268, 1366. Ste. Marie de Boquen n° 206, 1343. Gui Pape n° 284. — ⁸⁾ Je n'ai pas rencontré d'exemples d'actions possessoires intentées devant un tribunal ecclésiastique.

Cérisy condamne les décimables qui n'acquittent pas la dîme ou contraint les fermiers de l'impôt ecclésiastique à verser le prix de leur fermage. L'official de l'archevêque de Sens statue sur le taux de la dîme. D'autres juges ecclésiastiques décident des procès intentés aux décimateurs qui négligent de réparer les églises ou de payer la congrue.¹⁾

Cette compétence concurrente est d'ailleurs menacée de plus en plus. La complainte en nouvelleté peut s'appliquer à toute espèce de droits; son emploi soustrait la connaissance de la cause à l'examen de l'official. Les contrats relatifs aux dîmes contiennent souvent des clauses attributives de juridiction aux tribunaux laïques. Les officiers du roi interviennent dans les litiges qui intéressent les abbayes, chapitres ou églises dont le roi est le fondateur ou le gardien. On s'adresse à eux pour être protégé; ils protègent, sans doute, mais auparavant ils apprécient si le plaignant mérite protection.²⁾ Enfin l'accroissement général des pouvoirs du roi et des ses juges sur la discipline ecclésiastique autorise le Parlement à contrôler et à limiter l'intervention judiciaire des tribunaux d'Eglise. En 1495, la cour contraint l'évêque du Mans à annuler l'excommunication fulminée contre des décimables.³⁾ Cet important arrêt annonce la complète sécularisation de la juridiction des dîmes au siècle suivant.⁴⁾

¹⁾ Le registre de l'officialité de Cérisy (1314—1457) (éd. Dupont, *Mémoires Société Antiquaires Normandie* XXX, 1880) n° 272, 336, 383e; 1371, 1378, 1405. Gagnol p. 348, 1407. Imbart de la Tour, op. laud. p. 256, 258; saisie par l'archidiacre au cours des visites pastorales. Si l'on en croyait Boutillier (*Somme rural* p. 1288), les procès de dîmes seraient réservés à la seule justice ecclésiastique » car à juge lay n'en appartient la cognoissance jaçoit ce que ce soit en possessorie ou en pétitoire«. L'affirmation du jurisconsulte coutumier est pleinement erronée. M. Ol. Martin a déjà remarqué le peu de confiance que mérite la *Somme rural* lorsqu'il s'agit de matières intéressant le droit canonique (op. laud. p. 261 n. 3). — ²⁾ Cormery n° 137, 1447. Flines n° 759, 1402. St. Pierre de Lille n° 1385 an 1433, 1342, 1423. — ³⁾ Imbart de la Tour, op. laud. I p. 115. — ⁴⁾ Les justices seigneuriales ont conservé leur ancienne compétence; elles paraissent intervenir surtout contre les décimables lorsque le décimateur est en même temps seigneur temporel (Monget, *Chartreuse de Dijon* I p. 151, 1387. Chamonix II n° 191, 1485).

Cette intervention des juges laïques dans les procès relatifs à l'impôt ecclésiastique ne soulève plus de contestations. Le fait s'explique par l'esprit qui anime leurs arrêts. Les tribunaux séculiers s'inspirent des idées laïques sur la légitimité de la perception de la dîme par les laïques, sur la restriction coutumière de l'assiette et du taux de la dîme. Mais dans ces limites ils se montrent les défenseurs impartiaux et énergiques des droits des décimateurs ecclésiastiques. Ils condamnent les refus de dîmes, les fraudes commises par les décimables; ils sanctionnent les mesures prises contre l'ingéniosité des mauvais débiteurs; ils proclament que nul n'est exempt de la dîme et que les cas fortuits ne sont pas un motif de se dispenser de la payer.¹⁾ Ils châtient les paysans qui enlèvent le produit des dîmes ou les seigneurs qui dépouillent de leurs droits les décimateurs légitimes; la tâche n'est pas toujours aisée ni sans péril pour les exécuteurs de leurs sentences.²⁾

Protégés par les tribunaux du roi, les décimateurs ecclésiastiques le sont encore par le roi lui-même. La royauté, aux XIV^e et XV^e siècles, ne paraît pas avoir légiféré sur les dîmes. L'ordonnance de 1402 détermine le mode de paiement de la dîme due sur les forêts royales; le peu d'importance de cette question et le caractère domanial de l'ordonnance atténuent beaucoup la hardiesse de la décision de Charles VI. Aucune autre mesure ne vint accélérer le travail de sécularisation du produit, de la nature juridique et de la compétence judiciaire de l'impôt ecclésiastique. Les rois de France ne sont, par ailleurs, intervenus que pour délivrer des lettres de sauvegarde dans lesquelles ils enjoignaient à leurs officiers de faire acquitter les dîmes de leurs protégés. Il est intéressant de noter que ces lettres ne distinguent pas l'impôt ecclésiastique des

¹⁾ Cf. p. 132, 133. Gui Pape qu. 266 et 284. Boutillier p. 1282.

— ²⁾ Comté de la Marche, Documents n° 8, 1419; les paysans s'arment, assaillent le sergent, le battent et ne le relâchent que moyennant rançon; ils s'emparent des chevaux du décimateur et empêchent l'exécution de l'arrêt favorable à ce dernier. Anciens évêchés de Bretagne IV, Saint Jacut n° 29, 1345. St. Bertin III n° 1878, 1376. Olim (éd. Beugnot) III, 2 p. 1196, IV, 1417.

autres revenus de l'abbaye ou du chapitre. Le roi n'apporte donc pas, à proprement parler, au décimateur l'appui du bras séculier; c'est le justicier qui sanctionne les droits d'un seigneur ou d'un propriétaire.¹⁾

§ 4. La critique de l'obligation à la dîme.

Quelle que soit son explication juridique, le secours royal est bien accueilli par les décimateurs ecclésiastiques. Les résistances des décimables deviennent en effet plus inquiétantes. Elles se généralisent, s'organisent, obtiennent, parfois, l'appui des pouvoirs séculiers. Les doctrines hétérodoxes persistent, en dépit des condamnations dont elles sont l'objet; elles imprègnent les nouvelles hérésies et sous des formes insidieuses se répandent de plus en plus parmi les populations qui cessent de respecter dîme et décimateurs.

On rencontre des traces de refus individuels ou collectifs, de querelles, parfois sanglantes, provoquées par la perception des dîmes²⁾, de résistances organisées et dirigées par les autorités publiques. Les conciles d'Avignon en 1326 et en 1337, de Rouen en 1335 et de Vaour en 1368 se plaignent des seigneurs, des consuls ou des universités qui entravent la levée de l'impôt ecclésiastique par des défenses directes ou par l'interdiction d'affermir les dîmes ou de louer une grange au décimateur. Les évêques fulminent l'excommunication et l'interdit; ils aggravent ces censures. Le résultat de ces mesures ne fut probablement pas satisfaisant. A la fin du XV^e siècle les syndics de Chamonix font proclamer l'interdiction à tout habitant de prendre à ferme d'autre dîme que la sienne propre sous menace d'une amende de 60 sols. Cette décision est prise, disent-ils, pro profiquo tocius communitatis. Le prieur de Chamonix était

¹⁾ Isambert VII p. 31 § 40: »ce qui fut deu des dismes pour cause de nos bois sera prens doresnavant sur le prix des ventes et payé en deniers ... non pas en bois ne en aultre manière«. Ordonnances (éd. de Laurière) IV 455, 1364: pour faire paier ausd. religieux les censes rentes dismes et revenues ... 601, 1365. Cart. Lugny (Arch. dép. Côte d'Or) n° 418, 1453. — ²⁾ Peter, op. laud. p. 259, 260. Arch. hist. Poitou XXIV n° 865, 1400. Pirenne, Hist. Belgique II² p. 83, 1323 ss.

en même temps seigneur du lieu. Il commença contre les coupables une procédure longue et compliquée.¹⁾ Le refus de la dîme devient si fréquent que les évêques réunis à Senlis en 1326 ordonnent de leur signaler les délinquants de crainte que les curés ne puissent obtenir justice. Le concile d'Auch de la même année prononce contre eux l'excommunication et les menace de la privation de sépulture ecclésiastique. Les statuts rédigés par le chapitre d'Amiens en 1464 prescrivent aux curés de rappeler chaque dimanche aux fidèles leur devoir strict d'acquitter la dîme. Les règlements du diocèse d'Autun en 1468 répètent que le paiement de la dîme est nécessaire au salut éternel. Le concile de Sens en 1485 constate combien irrégulier et difficile est l'acquittement de l'impôt ecclésiastique.²⁾

Aux motifs naturels qui pressent le décimable d'éluder le versement de la dîme se joignent les enseignements des hérésiarques et des religieux mendiants. En dépit des décrétales et des condamnations portées contre eux précédemment³⁾, Mineurs et Prêcheurs continuent d'enseigner que la dîme n'est pas obligatoire. On trouve mention de leurs discours subversifs dans les conciles de Noyon en 1344, de Paris en 1346, de Reims en 1408, de Vaour en 1368, de Sens en 1485, dans les statuts synodaux de Nantes en 1381 et dans les discours de Gerson. En vain, les évêques les menacent de leur retirer le droit de confesser et de prêcher, en vain ils leur prescrivent instamment de parler en faveur de la dîme, les irréductibles mendiants continuent de préparer la voie aux premiers prédicants réformés.⁴⁾

Ceux-ci ont d'autres précurseurs dans les hérésiarques de l'époque. Gerson continue d'enseigner avec les théologiens du XIII^e siècle que la forme de l'assiette et la

¹⁾ Chamonix II n° 185 ss. 1483. Conciles d'Avignon 1326, 1337, § 41 et 42; de Rouen 1335, § 6 (Mansi XXV coll. 763, 1042, 1090). Baluze, op. laud. p. 214 § 68. — ²⁾ Concile d'Auch, 1326 (Mansi XXV col. 786); de Sens, 1485 (Mansi XXXI col. 428), Statuts d'Amiens (Gousset, Actes ecclésiastiques de la province de Reims II p. 744) d'Autun (Mansi XXXII col. 342). — ³⁾ Cf. Dîme au XIII^e s. p. 75. — ⁴⁾ Mansi XXVI col. 9, 22, 1076; XXXI col. 426. Baluze p. 213 § 67. Dom Morice, Preuves de l'hist. de Bretagne II 369. Gerson, Opera omnia (éd. Ellies Dupin, 1706) II col. 250.

détermination du taux de l'impôt ecclésiastique sont de pur droit positif. De droit divin et de droit naturel les fidèles sont seulement obligés à pourvoir aux besoins du clergé. Mais pour le grand docteur français du XV^e siècle, la dîme est une véritable dette qu'il classe parmi les droits spirituels.¹⁾ Par contre, deux hérétiques du siècle précédent avaient outrepassé les prémisses de cette théorie. Dans le *Defensor Pacis*, Marsile de Padoue et Jean de Jandun s'en tiennent à l'Écriture seule et négligent le droit positif; par suite ils nient d'une façon absolue l'obligation de payer la dîme.²⁾

Cette théorie radicale ne fut pas celle de Wycleff et de Jean Huss. Ces deux agitateurs estiment que les dîmes sont de simples aumônes et que les fidèles peuvent cesser de les payer aux clercs dont la conduite les scandalise. Tels sont du moins les sentiments que leur attribuèrent les théologiens du concile de Constance et les propositions qui furent condamnées par le concile. Jean Huss avait auparavant protesté qu'il n'entendait pas attaquer les dîmes; quoi qu'il en soit de cette dénégation, il est certain que des paysans hussites ont refusé d'acquitter l'impôt ecclésiastique.³⁾ Les doctrines hussites provoquèrent la réprobation des canonistes comme Panormitanus et des théologiens comme S. Antonin. Elles pénétrèrent cependant dans le peuple qui en bien des contrées eut connaissances des écrits du réformateur ou de ses amis. A cette doctrine se rattache la prétention assez fréquente des paysans de n'acquitter la dîme qu'à condition que son produit serve aux dépenses du culte et du clergé local au lieu d'aller grossir les revenus de moines ou d'évêques qui refusent de verser la congrue du

¹⁾ Gerson II col. 534; III col. 93: *solutio decimarum sacerdotibus est de jure divino quatenus inde sustentuntur; sed quoniam hanc aut illam assignare aut in alios redditus commutare juris positivi est.* —

²⁾ Goldast, *Monarchia sancti imperii* II p. 233, 312. — Cf. N. Valois, Jean de Jandun et Marsile de Padoue, *Hist. littéraire de la France* XXXIII, 1906. — ³⁾ J. Lenfant. *Hist. du Concile de Constance*, 1714, I p. 150, 204: «au commencement les dîmes étoient libres mais par succession de temps on en auroit fait une obligation» aurait déclaré J. Huss. *Mansi* XXVII col. 633, 636, 755, 795; XXVIII coll. 65, 66, 108, 109. — Denis, *Huss et la guerre des Hussites* (1878) p. 106, 400.

vicaire, d'acheter les ornements indispensables ou de réparer les bâtiments culturels.¹⁾

Une troisième tendance, anonyme celle-ci, se manifeste au cours du XIV^e et du XV^e s. On ne veut payer la dîme que suivant »sa conscience«, c'est-à-dire qu'on se réserve d'en fixer le taux selon ses convenances et sa générosité personnelles. Dès la fin du XIV^e s. elle est connue et condamnée par le Parlement de Paris; demeurée vivace cependant elle fut à nouveau condamnée par le concile de Sens en 1485.²⁾ Le jour viendra où le décimable déduira logiquement de sa liberté de fixer le taux de l'impôt ecclésiastique la liberté de ne pas le payer du tout.

Le clergé sent le danger qui menace ses finances. Il lutte par les censures ecclésiastiques, par les prédications, par l'appel au bras séculier. Il diminue ses exigences afin de rendre plus légères ses réclamations et de les faire accepter par les redevables. Boich enseigne que les dîmes personnelles sont de droit purement humain; sans éprouver les hésitations de S. Raymond de Pennafort ou de Goffredus de Trano ni faire les réserves importantes de l'Abbas antiquus et de Johannes Monachus il dit: *de negotio, artificio, officiis decima est solvenda, non ex lege divina, sed secundum locorum consuetudinem.*³⁾ Panormitanus interprète la désuétude de certaines dîmes prédiales comme la renonciation tacite du clergé à les percevoir. Gerson admet que toutes les dîmes sont d'institution humaine et pourraient, le cas échéant, être transformées en d'autres moyens d'assurer la subsistance du clergé. Aux décimateurs laïques les docteurs abandonnent le *jus percipiendi decimam* et non plus seulement les *fructus decimae*; malgré leurs hésitations la juris-

¹⁾ Panormitanus f° 227 v°.; les dîmes sont prescrites par Dieu et non payées ex mera liberalitate. S. Antonin f° 182 v°.: *illud autem pro certo teneas quod quantumcumque clerici delinquant vel decimis abutantur nunquam tamen ... laici ... debent propter hoc decimas detinere.* Denis, op. laud. p. 399. Peter, op. laud. p. 259, 1454. Tarnet-Garonne III n° 223, 1429. — ²⁾ Pseudo-décisions de Jean des Mares n° 75. Peter, op. laud. p. 260. Mansi XXXI col. 428: *audivimus quod aliqui dicant ... decimalia jura non nisi ad voluntatem fore solvenda.* — ³⁾ Boich p. 493.

prudence valide toutes les usurpations de dîmes à condition qu'elles soient assez anciennes. Attaquée de tous côtés la doctrine canonique de la dîme ne résiste que sur un seul. L'Eglise se contente de sauvegarder le principe de l'impôt ecclésiastique. Y réussira-t-elle encore longtemps? La diffusion et la persistance parmi les populations des idées adverses permettent d'en douter.

Grave symptôme! Les pouvoirs séculiers comme les décimables paysans se gaussent de la dîme et des décimateurs. Les vilains du Hainaut laissent quelques gerbes sur les champs et appellent »tesmoings pour dire: j'ai bien dismet«. Les intempéries, les bêtes ou les hommes gâtent ou détruisent ce paiement dérisoire; le redevable l'avait prévu et s'en réjouit: »ils s'en vantent publiquement et mocquent; j'ai dismet, mais le moisne ne le prêtre ne l'aront mie«. ¹⁾ L'impôt ecclésiastique devenu redevance foncière ne participe plus à la pieuse considération dont le moyen âge entoure les choses spirituelles. Philippe-le-Bon laisse conter devant lui la très leste ballade des Dames dimées dont l'auteur s'attaque surtout au caractère spirituel de la dîme. ²⁾ Cette nouvelle n'est qu'un conte après boire; elle n'en demeure pas moins singulièrement instructive des sentiments du XV^e siècle au sujet de la dîme. Les railleries des cultivateurs hennuyers font prévoir l'ardeur avec laquelle les paysans du siècle suivant adhéreront à la Réforme qui leur promet la suppression des dîmes; les libres plaisanteries de l'irrévérencieux conteur annoncent les rudes invectives de Calvin.

¹⁾ Peter p. 260. — ²⁾ Les cent nouvelles nouvelles, éd. Wright (1858) I n° 32 p. 192—204.